



Cadre Intégré National Pour le Financement du développement durable d'Haïti

Les titres des Etudes : (i) *Exploiter les ressources halieutiques pour le développement socio-économique : leçons pour l'Angola et Haïti (2021)*; et (ii) *Défis et promesses du secteur de la pêche et de l'aquaculture d'Haïti (2023)*

Objectifs: Le secteur de la pêche et de l'aquaculture présente un potentiel important dans les PMA, mais il reste sous-développé et dominé par les activités artisanales et/ou traditionnelles. Ces études examinent ce secteur en Haïti, ainsi que les défis et les opportunités auxquels ce pays doit faire face pour exploiter ses ressources halieutiques comme moteurs de la croissance et de la diversification des exportations. Les études offrent de nouvelles perspectives et des conclusions politiques visant à encourager l'industrialisation et la diversification des exportations. Elles proposent une série de mesures sous la forme d'une matrice d'action pour des interventions à court, moyen et long terme. De plus, une analyse comparative a été effectuée entre des pays de la région et des pays au niveau similaire de développement, pour tirer des leçons pour Haïti, et des études de cas incluses pour des zones prioritaires de la pêche d'Haïti.

Résultats: Les analyses identifient ce qui doit être abordé pour libérer le potentiel d'exportation de poisson d'une manière qui s'aligne sur le rôle du secteur dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale et la réduction de la pauvreté. Comme toute autre activité économique, le renforcement et le succès de ce secteur dépendent des conditions de base créées à travers de la mise-en-place de sécurité et de bonne gouvernance.

- ✓ **Points forts:** Long littoral et zone économique exclusive ; longue expérience du métier; main-d'œuvre jeune; forte demande touristique; possibilités d'investissement ; résilience des Haïtiens.
- ✓ **Opportunités:** Forte demande internationale du poisson; assistance financière et technique internationale; ajout de valeur compétitive en Haïti avant l'exportation; disponibilité de la main-d'œuvre; réduction des pertes après récolte.
- ✓ **Faiblesses:** Services de gestion et de soutien de la pêche inexistant; infrastructure déficiente; non-conformité avec les mesures SPS; insuffisance de travailleurs qualifiés.
- ✓ **Menaces:** Instabilité politique et sécuritaire; problèmes de la gouvernance et des lacunes institutionnelles; surpêche et gestion déficiente de la pêche; catastrophes naturelles et manque de préparation; pauvreté.

Conclusions et recommandations: Les études mettent en évidence les principaux domaines d'intervention politique, les entités responsables, les délais et les actions prioritaires pour le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture en Haïti:

1. La mise en place de cadres juridiques et institutionnels pour la gestion de la pêche et de l'aquaculture. Actions prioritaires: catégorisation de l'industrie de la pêche; mise à jour de la législation, y inclus l'harmonisation des cadres juridiques nationaux avec les accords internationaux clé, actualisation des lois sur la concurrence; et cadres juridiques pour promouvoir les exportations durables.
2. La création d'un environnement favorable et d'incitations pour promouvoir le développement socio-économique du secteur. Actions prioritaires: décentraliser l'administration de la pêche; appuyer les institutions existantes; créer un centre de surveillance de la pêche et un observatoire économique.
3. La modernisation des principales infrastructures, en mettant l'accent sur le débarquement, les pratiques post-récolte et les infrastructures de la commercialisation. Actions prioritaires: établir une planification spatiale de zones spécifiques et identifier les zones plus prometteuses/prioritaires.
4. Renforcer la capacité du gouvernement pour mettre en œuvre les politiques et la gouvernance et du secteur privé afin d'apporter une valeur ajoutée et d'exporter des produits de la pêche conformes aux normes internationales. Actions prioritaires: renforcer la capacité des institutions gouvernementales et du secteur privé; développer des programmes de formation complets.
5. Faciliter l'investissement public et privé vers le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Actions prioritaires: Organiser une réunion consultative multi-acteur et multi-sectorielle; valider et prioriser les actions; élaborer et mobiliser des ressources pour un programme national du renforcement du secteur.